

dans une autre arène. J'ai suivi son numéro en politique provinciale, quand il était dans l'opposition. A cette époque, il dénonçait l'endettement public aussi énergiquement qu'il critique aujourd'hui le déficit. Je me souviens qu'à l'assemblée provinciale, il haranguait les Terre-Neuviens de l'île et du Labrador et dénonçait le premier ministre de l'époque, Joey Smallwood, dont le gouvernement avait trouvé la province dans une position excédentaire en 1949 et avait accumulé 900 millions de dollars de dettes en 22 ans. Il ne cessait de nous répéter qu'il y verrait. Il l'a fait, monsieur le Président. Il a eu sa chance. Quand les conservateurs ont pris le pouvoir, il est devenu ministre des Finances. Deux ans et demi plus tard, quand il a quitté ce portefeuille, je tiens à dire à la Chambre, en toute justice, que la dette publique n'était plus de 900 millions. Non, ces vilains rouges avaient porté la dette de zéro à 900 millions en 22 ans, mais après deux ans et demi sous la houlette du ministre, la dette publique était loin de 900 millions. Elle était de 2.1 milliards de dollars. Le député avait fait quelque chose, pas de doute là-dessus. A lui seul, il avait plus que doublé la dette publique de la province, en dix fois moins de temps que les libéraux. Alors, quand cet homme dit qu'il fera quelque chose à propos du déficit, on peut le croire sur parole: il le fera grimper jusqu'à crever le plafond.

• (1630)

Je me rappelle le jour où le député de Saint-Jean-Ouest est devenu ministre des Finances de Terre-Neuve. Il était très irrité au sujet d'une décision de l'ancien premier ministre, M. Smallwood, qui avait conclu avec la Canadian Javelin ce qui ressemblait fort à une affaire très juteuse. Il avait vendu à cette firme deux grands immeubles inutilisés pour environ \$350,000, deux bâtiments vides pour \$350,000. Le député de Saint-Jean-Ouest trouvait que c'était une somme négligeable et pensait pouvoir faire mieux. Il a donc racheté les immeubles, aux frais des contribuables et au coût de \$350,000. Il a fait des appels d'offre, mais les acheteurs ne se pressaient pas aux portes, et il a fini par en vendre un pour la somme de un dollar.

Je pourrais poursuivre indéfiniment, monsieur le Président. Pour comprendre la valeur du critique financier conservateur et la solidité de ses engagements, il faut connaître ses antécédents. Je l'observe depuis un certain nombre d'années—et c'est un homme qu'il faut surveiller bien attentivement. J'ai observé ses paroles et ses actes et chaque fois, inmanquablement, il fait quelque chose—mais je ne suis pas sûr que les contribuables s'en trouvent mieux pour autant.

Qui est ce sage venu de l'Est, monsieur le Président? Est-il aussi intelligent qu'il en a l'air? Mais oui. En sait-il aussi long qu'il le prétend? Mais oui. Le problème ne tient pas tant à son niveau d'intelligence ou à l'étendue de son savoir, qu'au machiavélisme qui préside à ses actes et qui en fait un homme public nuisible au pays.

J'espère, monsieur le Président—et je vais travailler en ce sens—que les Canadiens ne se verront plus jamais infliger le genre de performance dont le député de Saint-Jean-Ouest est capable. L'amère expérience nous a appris à Terre-Neuve comme elle peut être épouvantable. C'est aux habitants de Terre-Neuve et de tout le Canada qu'il appartient de veiller à ce que ce genre de performance ne nous soit pas infligée.

### *Le budget—M. Elzinga*

Le budget à l'étude est excellent, monsieur le Président, et je l'appuie sans la moindre réserve. Il va garder à la reprise son mouvement. C'est un budget conçu pour les pauvres, pour les chômeurs, pour nous conserver dans la bonne voie de la reprise économique.

**M. le vice-président:** Questions, observations, débat. La parole est au député de Pembina (M. Elzinga).

**M. Peter Elzinga (Pembina):** Monsieur le Président, tout comme le député qui m'a précédé, je veux comparer le présent budget à celui que nous avons présenté en 1979. Mon analyse différera cependant quelque peu de la sienne.

Il vaut la peine de répéter l'amendement dont nous discutons et sur lequel nous nous prononcerons à 17 h 45 ce soir.

La Chambre regrette que le gouvernement ait omis de présenter des mesures conçues pour réduire le déficit budgétaire du Canada, abaisser les taux d'intérêts élevés actuels, réduire le niveau élevé et paralysant du chômage ou de proposer une réforme significative des pensions, mesures qui s'imposent toutes à la suite des années de mauvaise gestion économique du gouvernement, et qu'elle blâme le gouvernement du mauvais usage régulier qu'il fait des fonds publics et de sa mauvaise administration arrogante qui ont causé dans le public une crise de confiance envers le gouvernement.

Je veux passer en revue certaines des dispositions que le parti progressiste conservateur national a prises afin que lorsque nos amis d'en face auront le courage de déclencher des élections générales et que nous aurons l'occasion de gouverner le pays, nous soyons fin prêts.

Notre chef, le député de Central Nova (M. Mulroney), a institué cinq groupes de travail très importants. L'un a trait aux perspectives d'emploi des jeunes Canadiens, car le niveau de chômage dans ce secteur de notre société a toujours été du double de la moyenne nationale. Nous avons élaboré des recommandations constructives sur la façon de remédier à l'acuité de ce chômage. Nous avons également créé un groupe de travail chargé d'étudier l'imputabilité des sociétés de la Couronne. Nous entendons modifier la législation touchant ces sociétés, afin qu'elles rendent des comptes non seulement au Parlement, mais également aux Canadiens. Un troisième groupe de travail est chargé d'étudier l'amélioration de la productivité dans les secteurs public et privé. Nous devons trouver des façons d'augmenter la productivité si nous voulons que notre économie s'améliore. Le quatrième groupe de travail se charge d'une question abordée dans le budget, à savoir la simplification du régime fiscal. La législation fiscale et les formules d'impôt doivent être modifiées et nous trouverons des façons de les simplifier. Le cinquième groupe de travail se chargera du recyclage de la main-d'œuvre. A l'heure actuelle, les programmes de recyclage sont inadéquats. Nous voulons nous donner les moyens de mettre en œuvre des programmes de recyclage répondant parfaitement aux besoins de tous les secteurs de notre société.

Dernièrement, nous avons annoncé une politique agricole globale en 10 points. Un récent communiqué de presse du député de Végreville (M. Mazankowski) portait sur cette politique. Notre parti fera disparaître la taxe de vente fédérale de 9 p. 100 sur les carburants agricoles. Nous nous proposons de prendre d'autres mesures très importantes, afin d'assurer la reprise de ce secteur essentiel de l'économie canadienne.